

La taxe européenne sur les transactions financières « est une idée conçue par des malades »

Londres s'oppose fermement au projet de taxe européenne sur les transactions financières (TTF). Une étude réalisée par le cabinet London Economics pour le compte de la City montre que la mise en place d'une telle taxe, souhaitée conjointement par Paris et Berlin, pourrait « sérieusement » accroître les coûts de financement des Etats membres et des sociétés, et ainsi pénaliser une croissance européenne déjà très fragile.

Le projet européen, qui inclut jusqu'à présent onze pays membres, prévoit une taxe de 0,1 % sur les transactions sur actions et obligations, et de 0,01 % sur les transactions sur produits dérivés, réalisées par des institutions financières ayant leur siège dans la zone concernée ou réalisant ces transactions pour le compte d'un client basé dans la zone. La taxe s'appliquant à tous les échelons de la transaction, son taux passerait d'un niveau affiché de 0,1 % à un niveau effectif de 1 %, selon l'étude.

Si les émissions souveraines sur le marché primaire sont exonérées, le marché secondaire est inclus dans le champ de la TTF. Une hausse des coûts de financement est donc à prévoir, qui entraînerait une hausse de la dette des Etats européens. « *La TTF est une idée conçue par des malades qui risque d'affecter sérieusement les perspectives économiques au sein de l'Europe. (...) Les pouvoirs politiques doivent revenir sur cette proposition à la lumière de l'effet négatif qu'elle aurait sur l'investissement, la création d'emplois et la croissance* » estime Mark Boleat, président de la City of London Corporation.

Mais la TTF aura également des effets collatéraux sur les autres pays qui s'opposent pourtant à l'instauration de la taxe, Royaume-Uni, Pays-Bas ou Suède. La taxe aurait accru cette année le coût de financement du Royaume-Uni de 3,95 milliards de livres, contraignant le gouvernement à davantage d'austérité budgétaire pour maintenir le cap des objectifs de réduction du déficit.

Mais les Etats ne seraient pas les seuls touchés. « *Non seulement elle aurait un impact négatif sur le coût de la dette souveraine mais elle rendrait également l'accès au financement plus difficile pour les sociétés au sein du continent* », assène Mark Boleat.

L'étude estime ainsi qu'une hausse de 0,2 % des coûts de financement des sociétés entraînerait une réduction des investissements de 1,8 %, ôtant 0,5 % au PIB. Le coût du capital des sociétés des pays non participants serait même plus touché que celui des pays participants, et pourrait se tendre d'environ 100 points de base du fait de leur dépendance aux marchés de capitaux.